

Etude des filières agricoles et autres créneaux à fort potentiel d'emploi pour les jeunes et les femmes dans la wilaya du GDK en Mauritanie

TdRs

Aout 2023

Contenu

1. Contexte de l'étude	1
2.1 Objectif global :	2
2.2 Objectifs spécifiques de l'étude :	2
3. Résultats attendus	2
3.1 Note de méthodologique	2
3.2 Produits de l'étude	3
2. Livrables et échéancier	3

1. Contexte de l'étude

En dépit de la meilleure pluviosité du pays, les produits agricoles et les services rendus par les ressources naturelles n'arrivent pas à porter le Guidimakha au niveau de la souveraineté alimentaire. Au-delà de la dégradation des terres plus ou moins généralisée, les mauvaises pratiques sylvo-pastorales ont été déterminantes dans une situation de surcharge pastorale. Cette insuffisance a généré des situations conflictuelles à toutes les échelles : entre les locaux, et surtout entre locaux et transhumants et même au-delà des frontières. Les projets PGRNP et PDRC de la Banque Mondiale (BM) ont initié des modèles de gestion pastorale allant de 100 ha à 10 000 ha dans les Hodhs, l'Assaba, le Gorgol et au Brakna. Les résultats en termes de productivité sont très bons. C'aurait pu être une base technique d'un entreprenariat réussi pour les investissements étatiques ou privés. Au contraire, ce sont les partenaires qui ont repris les modèles : PGDP¹/MEDD de la BM ou le GCP/MAU/001/GFF²/FAO/MEDD. Ce qui a manqué c'est surtout la répllication après projet. Les pasteurs continuent de développer « leurs modèles », des unités clôturées à base de branchages et de fils barbelés qui mobilisent presque autant que les modèles coûteux.

Au Guidimakha, les AGLC sont structurées et ont eu à valoriser de bonnes pratiques notamment sur la conduite et l'exploitation des gommiers, faisant de leur gomme un produit de meilleure valeur marchande (simple au double). Les AGR développés en elles-mêmes sont techniquement porteuses. L'extension de l'activité à d'autres communes n'a pas beaucoup suivi. Les AGR de la coopérative de Moudji à Sélibabyvend de l'huile et fait des jus et des confitures à partir fruits de balanites, sans parler des bonbons à partir des jujubes devenus classiques. Mais le processus de transformation reste à outiller.

Dans la wilaya du Guidimakha, les femmes et les jeunes font face à des difficultés d'accès à l'état civil et à l'exploitation des terres. Les femmes constituent ainsi une faible minorité parmi les tenants des titres fonciers dans les quatre régions de la Vallée et les écarts d'accès aux titres fonciers sont conséquents selon les régions. Ce qui aggrave leur vulnérabilité.

Les obstacles sont d'ordre socioculturel, juridique, institutionnel et financier. Les femmes de la Wilaya ont le plus faible record d'accès à la terre des régions du Trarza, du Brakna et du Gorgol.

Le projet entend contribuer à la levée des barrières identifiées afin de faciliter l'accès à l'état civil et à la terre, au profit de cette frange de la population.

Le projet vise aussi à renforcer l'inclusion économique des femmes et des jeunes et leur rôle d'agents de changement dans la wilaya du Guidimakha, dans la perspective de prévenir durablement les conflits et de consolider la paix. Pour ce faire, elle identifiera les filières porteuses et accessibles pouvant mener vers une autonomisation socio-économiques des jeunes et des femmes dans cinq communes de la wilaya du Guidimakha. Il statuera sur les conditions d'accès aux opportunités d'insertion socio-économique des femmes et des jeunes en collaboration avec toutes les parties prenantes.

Ainsi le projet s'articule sur deux résultats principaux :

Résultat 1 : D'ici la fin du projet (2024), les barrières et les obstacles limitant l'accès des femmes et des jeunes à l'état civil et à l'exploitation de la terre sont réduits et les autorités et les acteurs locaux sont sensibilisés sur la nature et les modalités d'amélioration des conditions d'accès

Résultat 2 : D'ici 2024, les obstacles à l'inclusion économique des femmes et des jeunes sont levés et leur rôle en tant qu'acteurs de changement est renforcé, dans la wilaya du Guidimakha

La présente étude s'inscrit dans un programme conjoint (UNICEF, UNFPA et HCHD) financé par le fond des Nations Unies pour la Consolidation de la Paix (PBF). Elle contribue au Résultat 2 du projet. Ce volet du projet vise à passer par l'identification des produits pourvoyeurs potentiels d'emplois favorisant l'autonomisation socio-économiques des jeunes et des femmes dans la wilaya du Guidimakha. Il s'agit prioritairement d'intégrer leur action dans le tissu des filières porteuses relevant de l'agriculture, de l'élevage et des produits forestiers non ligneux. Les activités extra-agricoles dont les revenus potentiellement sensibles à la gestion durable des ressources naturelles seront encouragées. Cette démarche filière sera en adéquation avec un entreprenariat privilégiant les femmes et les jeunes afin de les rendre socio-économiquement autonomes (souveraineté alimentaire) dans un espace écologiquement sécurisé (Sécurité écologique).

Pour y parvenir, le consultant/l'équipe de consultant se doit donc de décrire le potentiel des filières porteuses et celui des activités non agricoles en termes d'opportunités potentielles d'emplois pour une zone donnée. Il

¹ PGDP : Projet de Gestion des Paysages

² Projet de Gestion Intégrée des Ecosystèmes pour un Développement humain Durable en Mauritanie

s'agira de proposer à cette frange de population des emplois décents et durables parce que dans un espace écologiquement sécurisé.

La durabilité des activités tiendra naturellement à la compatibilité de deux aspects. D'une part les productions non ligneuses issues des forêts doivent être d'un niveau d'exploitabilité et de rentabilité économique optimisé. C'est-à-dire préservant, voire améliorant le capital productif. Par exemple si le PFNL est un fruit avec une utilisation non conservative, il sera essentiel de s'assurer des formes de régénération à mettre en place au préalable pour pérenniser son activité. Sur un autre plan l'étude doit ressortir les conditions de mise en place d'un système suffisamment rémunérateur dans une économie solidaire par exemple (coopératives) mais tout en prévoyant à l'intérieur de Très Petites Exploitation (TPE) ou Petites Exploitations (PE) ou Moyennes Exploitations (ME). Les dispositions doivent être prises par la consultation pour que les modèles dynamiques à développer ne génèrent des conflits fonciers. Au contraire une démarche de concertation doit mener à des décisions responsables et soutenables. La consultation privilégiera l'autonomie de la localité en termes de produits autrement dit privilégier les produits majoritairement issus de la localité. L'installation des entrepreneurs tiendra compte de la dynamique de l'écosystème dominant. Le/la consultante évitera ainsi le rabais qui consiste à favoriser le *Balanites* à la place de l'*AndonsoniaDigitata* (*baobab*).

La consultation peut statuer sur le levier qu'offre l'agriculture écologique. En effet le coût des engrais minéraux est monté en flèche. La matière organique est peu ou pas utilisée. La ressource hydrique n'est pas limitante car la nappe du Karakora est à moins de 2 mètres en certains endroits. Il est souhaitable que l'apiculture soit adjointe dans le panel d'activités potentielle vu le niveau de rémunération. Dans les mares et les marigots en zones forestières peuvent être rendues piscicoles ou des zones de développement de riz flottant. L'étude doit situer les coûts et les bénéfices des différentes éventualités.

Couverture géographique de l'étude :

Wilaya du Guidimakha : CommuneTachott, Commune Hassicheggar, Commune Daffort , Commune Lehraj, et la Commune Sélibabi

Objectifs de l'étude :

2.1 Objectif global :

Identifier, caractériser et mettre au profit des femmes et des jeunes du Guidimakha, les valeurs issues des filières agricoles, d'élevage, des produits forestiers non ligneux (PfnL) et d'autres créneaux non agricoles (entreprenariat, AGR) porteurs de souveraineté socioéconomique, en adéquation avec une gestion durable des ressources naturelles.

2.2 Objectifs spécifiques de l'étude :

- Caractériser les chaînes de valeur les plus significatives sur les plans éco systémiques et socioéconomique dans les zones cibles (niveau de performance des acteurs de la filière):
- **Caractériser le niveau actuel de souveraineté alimentaire procuré par les filières (enquête technico-socio-économique) :**
- Déterminer les causes et les contraintes du niveau de valorisation constaté :
- Proposer des améliorations et le niveau de leur accessibilité par les femmes et les jeunes;

3. Résultats attendus

- Les chaînes de valeur les plus significatives sur les plans éco systémiques et socioéconomique dans les zones cibles (niveau de performance des acteurs de la filière sont caractérisées):
- **Le niveau de souveraineté alimentaire procuré par les filières (enquête technico-socio-économique) est caractériser:**
- Les causes et les contraintes du niveau actuel de valorisation sont déterminées :
- Les améliorations et le niveau de leur accessibilité par les femmes et les jeunes sont proposés

3.1 Note de méthodologique

La méthodologie doit comporter :

La Compréhension et l'interprétation des présents TdRs ;

Une revue bibliographique et données secondaire ;

La méthode poursuivie pour atteindre les éléments clés en termes d'activités ;

Un budget détaillant les principales rubriques ;

L'échéancier raisonnable pour y parvenir.

3.2 Produits de l'étude

Le projet recherche au moins les produits ci-après :

P1: Une caractérisation des chaînes de valeur les plus significatives sur les plans écosystémique et socioéconomique dans les zones cibles est réalisée (lignes de base et principales contraintes) :

P2 Une caractérisation du niveau actuel de souveraineté alimentaire (filières, mécanismes et compte d'exploitations, contraintes et résilience) réalisée.

P3. Atelier de sensibilisation et de plaidoyer auprès des décideurs sur les contributions des PFN à la souveraineté alimentaire et à la Sécurité environnemental organisé

P4 Les capacités des Jeunes et femmes acteurs de changement renforcés

P5 Un atelier de sensibilisation et de plaidoyer auprès des décideurs sur les contributions des PFN à la souveraineté alimentaire et à la Sécurité environnemental est organisé

2. Livrables et échéancier

Livrables	Date d'échéance	Nombre de jour	% du contrat
<ul style="list-style-type: none">PV de cadrage ; Méthodologie, instruments/outilsCalendrier de mise en œuvre;Outils de collecte des données	01 semaine après la signature de du contrat	3	10 %
<ul style="list-style-type: none">Revue bibliographique données secondaires	01 semaine après signature	5	15%
<ul style="list-style-type: none">Deux notes des grandes tendances avec les donnéesDonnées brutes données analysées	2 semaines après la signature du contrat	10	25%
<ul style="list-style-type: none">Deux rapports provisoires sur la caractérisation des déterminants de l'employabilité des cibles, l'analyse des opportunités d'emploi ; Un rapport de l'atelier de validation	3 semaines après la signature du contrat	15	30%
<ul style="list-style-type: none">Deux rapports finaux (3 exemplaires) imprimés et la version électronique de chacun sus mentionnés, portant les logos des trois agences (UNICEF, UNFPA et HCDH)Un rapport d'étape, un draft de note conceptuelleQuatre notes de partage provenant de l'étude (Enjeux et défis, histoire de vie)	2 semaines après la validation du rapport	12	20%
<ul style="list-style-type: none">		45	100%

3 Durée : de 45 jours (maximum)

à compter de la date de signature du contrat. Cette période inclut la réunion de cadrage, la validation du protocole de l'étude, la revue documentaire, la collecte des données et les analyses, le développement et la soumission des notes des grandes tendances des résultats de l'étude, la rédaction, le dépôt et la validation du rapport.

Le consultant détaillera les phases jugées nécessaires à l'étude, par exemple :

Phase 1 : Identification, diagnostic général et de préparation de la méthodologie :

Phase 2 : Etude documentaire

Phase 3 : Mission sur terrain

-

Phase 4 : Analyse des données

Il est attendu que ses propositions contribuent à orienter les actions du programme P3R notamment en :

- Proposant des schémas de facilitation du processus de développement des 5 chaînes de valeurs incluant
- Identifier les besoins en financement et en formation nécessaires pour chaque chaîne de valeur priorisée.
- Proposer un draft de projet portant sur la promotion de l'emploi des jeunes et des femmes dans les chaînes de valeurs et les créneaux porteurs.

Phase 5 : Restitution, validation par les principales prenantes, plan d'action et rapports

Une session de restitution des résultats de l'étude sera organisée par le/la consultant(e) principal(e) en impliquant l'équipe de l'UNICEF.

Les deux rapports distincts de l'étude tels que mentionné plus haut (chaînes de valeurs) seront soumis à l'UNICEF via la cheffe de section Child Protection.

1. Profils des consultant(e)s et constitution de l'équipe

Qualifications et expériences requises

L'étude sera menée par un consultant principal est ci-après décrit :

Un expert de niveau BAC +5 ayant des connaissances avérées en agroforesterie économie rurale, en gestion des ressources eau lui permettant de proposer une mobilisation des ressources au profit des femmes et des jeunes

une expérience professionnelle d'au moins 10 ans dans le domaine du développement rural, de la gestion des ressources naturelles, du changement climatique et de la gestion intégrée des ressources en eau ; avoir une maîtrise parfaite de l'outil informatique et une bonne capacité d'analyse et de rédaction.

Le consultant devra en outre avoir une bonne connaissance de la région cible et parler au moins trois des langues locales

Profil détaillé du/de la consultant(e) principal(e)

Le/la consultant principal(e) ou le/la chef(fe) de file dans le cadre d'un cabinet d'étude doit posséder les qualifications et qualités suivantes :

- Engagement fort en faveur d'une approche participative et consultative ;
- Expérience de la gestion et de l'analyse des données, notamment de la conception d'outils de collecte de données, de la conception et de la gestion de bases des données et des contrôles de la qualité des données ;
- Être entièrement disponible durant la période du contrat ;
- Avoir une bonne capacité de synthèse et de rédaction ;
- Avoir une bonne connaissance de la zone de l'étude est un atout.
- Avoir une bonne connaissance de l'environnement socioéconomique et administratif de la Mauritanie, en particulier la wilaya du Guidimakha.
- Avoir des connaissances pertinentes sur la dynamique socioéconomique et le commerce dans la wilaya et au-delà, car wilaya frontalière avec le Mali et le Sénégal au sud ;
- Avoir des compétences en Genre.
- Démontrer son intégrité en se conformant aux valeurs et aux normes morales du système des Nations Unies ;

- Démontrer sa capacité d'exercer dans un environnement ne tenant pas compte de la différence culturelle, de genre, de race, de nationalité et de sensibilité ;
- Démontrer la rigueur dans le travail, une grande disponibilité, une aptitude au travail en équipe et un esprit d'initiative développé.
- Capacité de mobiliser une équipe complémentaire cohérente pour les objectifs visés

Compétences

- Connaissance solide aussi bien des questions humanitaires, de développement local que celles de cohésion sociale ;
- Orientation de terrain et une empathie avec les processus de planification et des acteurs communautaires ;
- Capacité de travailler sous pression ;
- Contact facile et capacité de développer et entretenir de bonnes relations travail en groupe ;
- Excellent talent d'organisation et capacité à travailler indépendamment, habilement et à être proactif dans la prise de décisions ;
- Bonne connaissance du Système des Nations Unies et de ses agences serait un atout ;
- Capacité de prendre des initiatives, de diriger des exercices de planification stratégique et fournir des conseils pratiques pour la mise en œuvre de programme et le choix des partenaires viables.

Connaissances linguistiques :

- Avoir une bonne connaissance du français ; la connaissance d'autres langues régionales serait un avantage. Posséder d'excellentes capacités rédactionnelles en français.

2. Gestion de la consultation

Cette étude sera réalisée par un bureau d'étude ou équipe de consultant-es sous la responsabilité de l'ONG Initiatives pour le Développement (ID). Cette dernière sera supervisée par le comité de suivi sous la supervision de la cheffe de section Child Protection à l'UNICEF et en étroite collaboration avec la Coordinatrice régionale du projet du bureau HCDH Mauritanie et l'équipe de PME de l'UNICEF, UNFPA et HCDH pour co-faciliter la gestion de tous les aspects de la collecte, du nettoyage et de l'analyse des données, ainsi que l'établissement de rapports et l'assurance qualité à chaque étape.

Les candidat(e)s intéressé(e)s par cette consultation doivent présenter la méthodologie et l'approche qu'ils/elle utiliseront, en proposant une offre technique et une offre financière.

NB : Les bureaux d'études doivent être en règle par rapport à la réglementation nationale (fisc et sécurité sociale).

Les manifestations d'intérêts doivent dument remplies et renvoyées par voie électronique à l'adresse : ongid.recrutement@gmail.com au plus tard le **06/09/2023**.

L'objet du courriel doit porter la mention « Etude-FEC Guidimakha » le non-respect de ces règles peut compromettre votre demande.

Par courrier au siege de ID Socogim PS Lot 76 Pres du Restaurant Malien Amandine

Pour toutes fin utiles : Tel 46 79 36 69